Économie sociale

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **18 (1926)**

Heft 12

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

les paysans danois s'appauvrissent; leur situation est peut-être meilleure que celle de nos paysans. M. le Dr Laur peut-il nous expliquer comment cela est possible?

Nous sommes parfaitement d'accord avec lui que «ce n'est pas le montant absolu des prix qui est déterminant, mais le rapport entre les prix et les frais». Il y a longtemps que nous sommes d'avis que la politique de l'Union suisse des paysans tend beaucoup trop à influencer le montant absolu des prix, au lieu du rapport entre les prix et les frais. Si tous ses efforts en vue de l'augmentation des prix absolus avaient tendu à une réduction des frais de production de l'agriculture suisse, celle-ci serait dans une situation bien meilleure. Il se peut que les hauts salaires payés au Danemark aient précisément engagé les paysans à réduire les frais de production, en économisant la main-d'œuvre comme cela a lieu en Amérique dans l'industrie.

L'Union suisse des paysans ne pourrait-elle se décider d'examiner une fois objectivement la situation de l'agriculture suisse, non seulement par ses propres organes, mais en faisant appel à des personnels d'autres cercles économiques? Il est de fait que non seulement les paysans, mais toutes les sphères de la population ont intérêt à ce que l'agriculture prospère et soit encouragée, mais pas aux dépens d'autres branches indispensables de l'économie nationale. L'agriculture suisse a donné à sa politique une direction tellement rigide, que ceux qui sont directement intéressés, ne sont plus capables de trouver une autre voie. C'est pourquoi il serait bon que ces questions puissent être examinées une fois d'un point de vue plus large, ce qui contribuerait beaucoup à leur solution.

Economie sociale

Pléthore de main-d'œuvre non qualifiée. Le fascicule 9 des *Informations de statistique sociale* contient un travail intéressant sur la surabondance de main-d'œuvre non qualifiée. Déjà avant la guerre le nombre des ouvriers non qualifiés était trop élevé par rapport à la main-d'œuvre qualifiée. La période de guerre a, par suite de modifications qu'elle apporta dans la production, encore rendu ce phénomène plus réel. Tandis qu'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée se faisait sentir dans les différentes professions durant l'après-guerre, un chômage sensible régnait parmi les ouvriers non qualifiés. Cela fut non seulement le cas parmi les ouvriers de l'industrie et des arts et métiers, mais également dans les professions commerciales.

L'augmentation du nombre des ouvriers non qualifiés peut aussi être constatée dans les résultats du recensement fédéral. Depuis 1910 à 1920, le nombre des ouvriers non qualifiés (sans l'agriculture et la viticulture) s'est accru de 149,688 à 173,476, c'est-à-dire de 23,788 ou 16 %, tandis que le nombre des salariés n'accuse qu'une augmentation de 11 % dans le même laps de temps. Les enquêtes sur la situation de l'industrie, faites trimestriellement par l'Office fédéral du travail, confirment aussi qu'il existe de tout temps une pénurie sensiblement plus grande de main-d'œuvre qualifiée que de main-d'œuvre non qualifiée. Les ouvriers non qualifiés sont d'ailleurs exposés au chômage saisonnier dans une beaucoup plus grande mesure que les ouvriers professionnels. La durée du chômage fut toutefois en moyenne un peu plus longue parmi les ouvriers qualifiés et mi-qualifiés que parmi les ouvriers non qualifiés; mais le nombre de chômeurs de ces derniers est sensiblement plus élevé.

Les constatations des *Informations de statistique sociale* prouvent à nouveau la nécessité d'un bon enseignement professionnel; celui-ci est de la plus grande importance pour l'économie publique suisse avec ses produits de qualité.

Notices

Les syndicats comme pionniers du progrès social. L'article paru sous ce titre, dans le numéro d'octobre de la *Revue syndicale*, a soulevé le mécontentement de la presse patronale. Dans l'organe de la Fédération suisse des entrepreneurs, *Hoch- und Tiefbau*, un correspondant ○ réplique que «toute les grandes conquêtes sont le fruit des efforts communs de toutes les personnes bien pensantes dans l'Etat et le monde économique», tandis qu'il n'arrive pas à voir que les grèves aient jamais apporté un gain appréciable à la classe ouvrière. Parmi les «bien-pensants» il classe naturellement et même en première ligne les patrons qui ont fait de grands efforts et en font encore aujourd'hui pour accorder à la classe ouvrière de gros avantages de caractère durable, tels que la journée de huit heures, les assurances sociales, les vacances, de hauts salaires, etc.

Il est étrange cependant que les patrons ne découvrent presque toujours leurs excellentes intentions que lorsque les syndicats sont assez puissants pour obliger les employeurs à faire droit à leurs revendications. Il est étrange encore que les patrons oublient de nouveau leurs bonnes intentions, prolongent la durée du travail, abaissent les salaires, sabotent les assurances sociales, dès que les ouvriers délaissent leurs syndicats. Peut-être Monsieur ○ sera-t-il en mesure de nous expliquer la corrélation de ce phénomène bizarre?

Il écrit entre autres que l'exemple américain démontre que les conditions de travail peuvent se déterminer beaucoup plus avantageusement en dehors de toute influence syndicale. Mais il est singulier en outre que les ouvriers américains qui sont fortement organisés (tels que les ouvriers du bâtiment, pour lesquels le syndicat est obligatoire) possèdent la semaine de 40 heures et gagnent deux à trois fois plus que les métallurgistes non organisés qui, récemment encore, devaient travailler en deux équipes douze heures par jour sans bénéficier du dimanche. Il est étrange que presque dans toutes les branches de l'industrie, où il existe de fortes organisations ouvrières, les conditions de travail sont bien meilleures que dans les autres. Des preuves, avec chiffres à l'appui, sont fournies par le livre «Voyage en Amérique des dirigeants syndicalistes allemands»; mais elles peuvent être trouvées aussi dans les statistiques officielles américaines sur les salaires. Il existe, il est vrai, quelques exceptions, ce que nous n'avons jamais nié. Il y a en Amérique quelques patrons isolés qui sont assez intelligents pour remarquer qu'ils ne peuvent gagner que lorsque leurs produits s'écoulent facilement et que cela ne peut avoir lieu que lorsque les ouvriers bénéficient de salaires élevés. Y a-t-il chez nous des patrons aussi intelligents ou bien ne s'aperçoivent-ils de la chose que lorsque les syndicats les y contraignent? Dans ce cas, nous devrions ajouter: les syndicats sont les pionniers non seulement du progrès économique, mais aussi du progrès intellectuel et moral, car ils obligent les patrons à constater l'enchaînement des faits économiques et à prouver leurs bonnes intentions.

La Société suisse de statistique avait établi pour son assemblée générale annuelle un programme beaucoup trop copieux pour pouvoir être étudié à fond. Le premier thème: *Le revenu du peuple suisse, ses sources et son importance* eût suffi à lui seul pour remplir toute la session. Le rapport du Dr Reichlin, secrétaire